



**Remise des pénalités fiscales
en cas de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaires
ou en cas de mise en œuvre de la procédure de rétablissement personnel**

[La justice "efface" une dette fiscale cass 25.06.15](#)

[I la procédure de rétablissement personnel](#)

Source BOFIP du 6 juillet 2017

1. Sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaires

Le 1 de l'[article 1756 du CGI](#) prévoit qu'en cas de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaires, **les frais de poursuite et les pénalités fiscales** encourues en matière d'impôts directs et taxes assimilées, de taxes sur le chiffre d'affaires et taxes assimilées, de droits d'enregistrement, taxe de publicité foncière, droits de timbre et autres droits et taxes assimilés dus à la date du jugement d'ouverture sont remis, à l'exception des majorations prévues aux b et c du 1 de l'[article 1728 du CGI](#), à l'[article 1729 du CGI](#) et à l'[article 1732 du CGI](#) ainsi que des amendes fiscales visées à l'[article 1737 du CGI](#) et à l'[article 1740 A du CGI](#).

Cette remise résulte de l'application de la loi ; elle n'est donc pas subordonnée à une demande du redevable ou du mandataire de justice.

Créances dont la remise doit être prononcée

1° Frais de poursuite

Ce sont les frais engagés à l'occasion de l'action en recouvrement diligentée par les comptables antérieurement au jugement d'ouverture et qui sont à la charge des redevables. Ils comprennent essentiellement les émoluments versés aux huissiers de justice.

2° Pénalités

Les dispositions du I de l'[article 1756 du CGI](#) visent les pénalités appliquées aux impositions suivantes :

- impôts directs et taxes assimilées ;
- taxes sur le chiffre d'affaires et taxes assimilées ;
- droits d'enregistrement et taxe de publicité foncière ;
- droits de timbres et autres droits et taxes assimilés.

Remarque : Lorsque l'amende pour défaut de déclaration de rémunérations et distributions occultes prévue par l'[article 1759 du CGI](#) est remise en application de l'article 1756 du CGI, le dirigeant solidairement tenu au paiement de l'amende avec la société, en vertu des dispositions du 3 du V de l'[article 1754 du CGI](#) ([BOI-CF-INF-30-30 au II-B-1](#)), ne peut plus dès lors être poursuivi.

Créances dont la remise est exclue

Certains frais de poursuites ou pénalités sont exclus du champ d'application du texte, soit en raison de leur date d'origine, soit en raison de leur nature.

1° Frais de poursuites et pénalités postérieurs au jugement d'ouverture

Le I de l'[article 1756 du CGI](#) ne concerne que les frais de poursuites et les pénalités fiscales dus à la date du jugement d'ouverture de la procédure, c'est à dire ceux relatifs aux créances dont l'origine est antérieure et qui font l'objet d'une déclaration au passif en application de l'[article L. 622-24 du code de commerce](#).

Par conséquent, le recouvrement des pénalités et frais de poursuites relatifs aux créances nées de la poursuite d'activité, c'est-à-dire ceux relatifs aux créances de l'[article L. 641-13 du code du commerce](#) et de l'[article L. 622-17 du code de commerce](#) ou dont l'origine est postérieure au jugement d'ouverture (TVA due à l'occasion de la cession des biens mobiliers d'investissement ou des stocks) doit être poursuivi dans les conditions habituelles.

2° Pénalités appliquées en cas de manquement délibéré ou de négligences graves du redevable

170

Ne sont pas susceptibles de bénéficier du dispositif de remise prévu au I de l'[article 1756 du CGI](#) les pénalités suivantes :

- majorations prévues aux b et c du 1 de l'[article 1728 du CGI](#) (40 % en cas de non dépôt d'une déclaration ou d'un acte comportant l'indication d'éléments à retenir pour l'assiette ou la liquidation de l'impôt dans les trente jours suivant la réception d'une mise en demeure et 80 % en cas de découverte d'une activité occulte) ;
- majorations de l'[article 1729 du CGI](#) (40 % en cas de manquement délibéré, 80 % en cas de manœuvres frauduleuses ou dissimulation de prix et 80% en cas ou d'abus de droit ramenée à 40 % lorsqu'il n'est pas établi que le contribuable a eu l'initiative principale du ou des actes constitutifs de l'abus de droit ou en a été le principal bénéficiaire) ;
- majoration de l'[article 1732 du CGI](#) (100 % en cas de taxation d'office à la suite d'une opposition à contrôle) ;
- amende de l'[article 1737 du CGI](#) (amende de 50 % applicable aux infractions aux règles de facturation) ;
- amende de l'[article 1740 A du CGI](#) (amende de 25 % ou égale au montant de la déduction, du crédit ou de la réduction d'impôt indûment obtenu grâce à la délivrance irrégulière de documents permettant de bénéficier d'un avantage fiscal).

Le I de l'[article 1756 du CGI](#) exclut la remise des seules pénalités précitées.

En conséquence, les autres pénalités, notamment les intérêts de retard et la majoration de 5 % pour paiement tardif prévue à l'[article 1731 du CGI](#), sont abandonnées dans tous les cas, quelle que soit l'infraction commise.

2. Rétablissement personnel

Le II de l'[article 1756 du CGI](#) prévoit qu'en cas de mise en œuvre de la procédure de rétablissement personnel prévue aux [articles L. 741-1 du code de la consommation](#) et de l'[article L. 742-3 du code de la consommation](#) à l'[article L. 742-7 du code de la consommation](#), les majorations, frais de poursuites et pénalités fiscales encourus en matière d'impôts directs dus à la date à laquelle la commission recommande un rétablissement personnel sans liquidation judiciaire ou à la date du jugement d'ouverture d'une procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire sont remis, à l'exception des majorations prévues aux b et c du 1 de l'[article 1728 du CGI](#) et à l'[article 1729 du CGI](#).

Le champ d'application de cette disposition est identique à celui du I de l'[article 1756 du CGI](#) étudié au [II-B-1](#), sous réserve de la précision suivante.

Les seules pénalités qui ne sont pas susceptibles de remise en cas d'ouverture d'une procédure de rétablissement personnel sont les majorations prévues aux b et c du 1 de l'[article 1728 du CGI](#) et les majorations de l'[article 1729 du CGI](#) (cf. [II-B-1-b-2°](#)).